

VERS UN GRAND ESPACE DE SOLIDARITE ET DE COOPERATION

21 et 22 Février 2002 – VARSOVIE (Pologne)

LES EFFETS DE L'ELARGISSEMENT A L'EST SUR L'ECONOMIE DES QUINZE

Françoise Lemoine

CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales), Paris, France

L'analyse des conséquences de l'élargissement à l'Est sur l'économie de l'Union européenne permet d'avancer les conclusions suivantes: son impact macroéconomique sur l'ensemble de l'Europe de Quinze sera faible mais ses effets seront plus sensibles sur l'activité de certains secteurs et sur l'économie des pays proches des nouveaux membres.

Un faible impact macroéconomique

Le poids économique des pays candidats par rapport à celui de l'Union européenne est trop faible pour que leur intégration représente un choc significatif. Les nouveaux membres augmenteront d'un quart la population de l'Europe des Quinze, mais ne représentent que 4% de son produit intérieur brut.

L'élargissement ne sera pas un choc commercial significatif. Les échanges avec les pays candidats ont peu de poids dans la production, la demande et le commerce extérieur de l'UE. Le commerce avec ces pays (moyenne des exportations et des importations) représente 1% du PIB et 3.5% des échanges extérieurs totaux de l'Union, trop peu pour affecter l'emploi ou les salaires. De plus, les échanges entre l'UE et les pays candidats ont été depuis dix ans largement libéralisés dans le cadre des accords d'association qui ont déjà éliminé progressivement la plupart des barrières tarifaires et non tarifaires sur les produits industriels.

De même, une augmentation des flux de capitaux de l'UE vers les nouveaux membres ne devrait pas affecter l'investissement local. Les investissements directs des entreprises européennes dans les pays candidats représentent seulement 0.8% de leurs investissements en capital fixe dans l'UE et 1.5% de leurs investissements directs totaux à l'étranger.

Cette absence d'enjeu macroéconomique majeur lié à l'élargissement peut être résumée par la formule « Too small to matter ». Cependant, les gains pour l'économie de l'UE seront d'autant plus marqués que l'intégration accélèrera la croissance économique des nouveaux membres, favorisant le processus de convergence.

Dans un domaine la taille des nouveaux membres est significative, celui des ressources en main d'œuvre. Leur population active équivaut au tiers de celle de l'Union. Compte tenu de l'écart des revenus, la libre circulation des travailleurs peut révéler un potentiel de migration important. Pourtant les expériences d'élargissements antérieurs et les simulations concernant le prochain élargissement font prévoir que les flux migratoires ne seront pas d'ampleur à affecter de manière significative le niveau de l'emploi et des salaires dans l'UE.

Des effets plus sensibles dans certains secteurs

L'entrée des nouveaux membres dans le marché unique éliminera tous les obstacles aux échanges qui demeurent encore, sous formes de quota, tarifs douaniers résiduels, mesures antidumping, barrières techniques aux échanges (normes, règles sanitaires). Les produits agricoles sont restés à l'écart de la libéralisation des échanges et la suppression des protections provoquera une baisse des prix, une accélération des échanges et un accroissement de l'excédent de l'UE. Les échanges de produits industriels aussi font encore l'objet de restrictions non négligeables et leur élimination peut avoir des effets sensibles dans les secteurs où les nouveaux membres sont pour les Quinze des marchés ou des fournisseurs importants. Les nouveaux membres devraient ainsi renforcer leurs positions sur le marché de l'UE dans des secteurs tels que l'habillement, les meubles, et les exportateurs de l'UE devraient élargir leur présence sur ces marchés dans un secteur comme celui de l'automobile.

D'une manière générale, l'élargissement à l'Est conduira les économies de l'UE à accentuer leur spécialisation dans les activités où elles ont un avantage comparatif, c'est à dire, les industries à fort contenu en capital, en haute technologie, en travail qualifié, et à abandonner aux nouveaux membres les productions intensives en travail. Dans cette logique, parmi les secteurs « gagnants » dans l'Union européenne se trouveraient les biens d'équipement, les services de transport, et parmi les perdants les secteurs de l'habillement, des meubles. Cependant, les ajustements se feront davantage au sein de chacun des différents secteurs. En effet, les spécialisations par gammes de qualité des Quinze et des futurs membres sont très contrastées : les premiers sont positionnés essentiellement dans le haut de gamme et les seconds dans le bas de gamme, et ils ne sont donc pas concurrents sur les mêmes segments de marché. La concurrence des nouveaux membres devrait exercer une pression sur les producteurs européens en faveur d'une montée en gamme. En outre les échanges entre l'UE et les candidats sont de plus en plus des échanges qui au lieu au sein d'une même industrie et correspondent à une segmentation internationale des processus de production. Cette intégration des systèmes productifs, favorisée par la proximité géographique, sera stimulée par le marché unique.

Un choc asymétrique

Les gains et les coûts de l'élargissement seront nettement plus importants pour les économies géographiquement proches des nouveaux membres, en raison de l'intensité des relations économiques et commerciales qui existent déjà entre eux. Ces pays (l'Allemagne, l'Autriche), et plus précisément leurs régions frontalières, sont aussi les plus directement concernés par l'immigration potentielle, dont ils accueilleraient les trois-quarts. L'élargissement peut ainsi avoir un effet critique au croisement des impacts sectoriels et régionaux. Un afflux de main d'œuvre immigrée serait susceptible de réduire le niveau de salaires des travailleurs non qualifiés dans certaines industries locales.

La proximité économique (des niveaux de revenus) est un facteur de concurrence potentielle entre les nouveaux membres et les pays du Sud de l'UE. Le secteur textile représente ainsi un poste important de leurs exportations respectives, où les nouveaux membres peuvent avoir une meilleure compétitivité-prix., en raison de leurs faibles coûts du travail. Cependant, les pays d'Europe du Sud ont là des spécialisations par gammes qui les mettent sur des segments de qualité, moyenne ou haute, où les futurs membres sont peu présents. Par ailleurs, le degré de similarité des structures d'exportation des pays du Sud de l'Europe avec celles de pays de l'Est n'est pas actuellement particulièrement élevé (sauf dans le cas du Portugal) ce qui indique que la concurrence potentielle des nouveaux membres n'est pas de nature à affecter l'économie des pays membres les moins développés. La concurrence jouera pour les capitaux

privés mais le détournement des flux d'investissements directs au détriment de l'Europe du Sud devrait être limité par le fait que les investissements dans les pays d'Europe centrale sont motivés non par la recherche de moindres coûts mais par celle de nouveaux marchés, et se dirigent en majeure partie vers les services. Par contre l'élargissement conduira à une redistribution des Fonds structurels au profit des nouveaux membres et au détriment des actuels bénéficiaires. L'enjeu financier est important, néanmoins l'expérience passée ne montre pas de relation directe entre l'ampleur de l'aide structurelle et la croissance des économies bénéficiaires.

Sur le plan économique, l'entrée dans l'Union européenne des pays candidats prolongera des évolutions structurelles engagées depuis une dizaine d'années. Pour l'économie des Quinze le choc ne sera pas majeur mais il sera fortement asymétrique, car les pays membres sont très inégalement exposés à ses effets. Ceux-ci traduisent la nouvelle géographie de l'Europe élargie.